Cour européenne des droits de l'homme : arrêt et informations signalés

Nicolas Hervieu

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/10837>

DOI : 10.4000/revdh.10837

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Référence électronique

Nicolas Hervieu, « Cour européenne des droits de l'homme : arrêt et informations signalés », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 27 novembre 2011, consulté le 04 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/10837> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revdh.10837>

Ce document a été généré automatiquement le 4 février 2021.

Tous droits réservés

Cour européenne des droits de l'homme : arrêt et informations signalés

Nicolas Hervieu

1°/- Droit au respect de la vie privée et familiale (Art. 8 CEDH) : Protection contre des nuisances *versus* préservation d'une activité traditionnelle source d'importants revenus

- 1 L'autorisation de tirer des feux d'artifice deux fois par an n'emporte pas violation du droit au respect de la vie privée et familiale (Art. 8) des personnes dont le domicile se trouve à proximité de tels tirs. Bien que relatif – de prime abord – à un sujet apparemment trivial, la présente affaire est pourtant loin d'être anodine. En refusant de condamner Malte, la Cour européenne des droits de l'homme est en effet amenée à encadrer les implications de son importante construction prétorienne édifiée sur le terrain de l'article 8 : la protection contre les nuisances sonores et autres formes de pollution notamment au titre du droit au respect du domicile. D'emblée, il est ainsi rappelé que « *si la Convention ne reconnaît pas expressément le droit à un environnement sain et calme, lorsqu'une personne pâtit directement et gravement du bruit ou d'autres formes de pollution, une question peut se poser sous l'angle de l'article 8* » (§ 36 – “*Although there is no explicit right in the Convention to a clean and quiet environment, where an individual is directly and seriously affected by noise or other pollution an issue may arise under Article 8 of the Convention*”). Or, aux fins d'écarter l'argumentation gouvernementale faisant valoir l'irrecevabilité *ratione materiae* du grief soulevé par les requérants (§ 39-40), la Cour estime que tel était le cas en l'espèce. Il est ainsi jugé que « *le bruit [suscité par les feux d'artifices litigieux et qui peut atteindre les 120 décibels] a, au moins, un effet temporaire tant sur l'état physique que, jusqu'à un certain degré, sur l'état psychologique de ceux qui y sont exposés. En conséquence, un tel bruit tombe, du point de vue de la Cour, dans le champ de la*

notion de pollution sonore [...] et peut être considéré comme atteignant le niveau de gravité requis pour être regardé comme affectant le droit au respect de la vie privée et du domicile des requérants » (§ 38).

- 2 Ce succès contentieux des requérants sur le terrain de la recevabilité ainsi que le raisonnement strasbourgeois mené à ce stade ne constituaient toutefois aucunement les prémices d'une victoire finale au terme de l'examen au fond. Dans ce dernier cadre, la Cour estime devoir apprécier si « un juste équilibre entre les intérêts concurrents des personnes affectées par les nuisances et la communauté dans son ensemble » fut bien ménagé par les autorités maltaises (§ 63). Or, dans un premier temps, la juridiction européenne concède que l'autorisation des tirs de feux d'artifices pouvait être jugée comme poursuivant des buts légitimes au sens du paragraphe second de l'article 8, au premier rang desquels figure le « bien-être économique du pays ». Sensible à l'argumentation du gouvernement défendeur, la Cour juge en effet « les tirs de feux d'artifices sont l'un des points d'orgue d'une fête de village [à Malte] qui attirent [des visiteurs venus] des villages voisins, ainsi que d'autres maltais et touristes, ce qui génère à cette occasion d'importants revenus et qui, en conséquence et au moins dans une certaine mesure, soutient l'économie » du pays (§ 64). En outre, il est noté que « les fêtes traditionnelles de village peuvent être considérées comme une part de l'héritage culturel et religieux maltais » (§ 64 – “it has no doubt that traditional village feasts can be considered as part of Maltese cultural and religious heritage”). A l'évidence, ces considérations pèseront lourdement sur l'issue contentieuse, et ce d'autant plus que la jurisprudence strasbourgeoise reconnaît fréquemment aux États la jouissance d'« une large marge d'appréciation [...] dans diverses affaires impliquant des questions environnementales, telles que la présente affaire » (§ 66 et 65).
- 3 Dans un second temps, la Cour tâche d'évaluer l'impact véritable de ces tirs de feux d'artifices sur les requérants. Or, à ses yeux, non seulement les « dommages [infligés] aux propriétés [des requérants] sont [...] minimes et réversibles » (§ 67). Mais au surplus et surtout, ces derniers « ne sont pas exposés à un risque réel et immédiat pour leurs vies ou leur intégrité physique » (§ 67). Toutefois, et dans le prolongement du constat réalisé au titre de la recevabilité, il est constaté que « les tirs répétés de feux d'artifice qui atteignent un niveau sonore d'au moins 120 décibels, deux semaines par an, même de manière intermittente, suscite une gêne considérable pour les » intéressés, et notamment « une dégradation de leur audition » (§ 67). De façon remarquable, la juridiction européenne décide de mettre directement en balance cet inconvénient « avec les intérêts de la communauté » (§ 67 – “the Court is ready to accept that the repeated letting off of fireworks at sound levels reaching at least 120db, for two weeks each year, even though intermittently, creates considerable inconvenience for the applicants, which must be balanced against the interests of the community”). Dans ce contexte, la Cour mentionne ainsi les contraintes nées « de la situation géographique de Malte [i.e. d'une superficie de 316 km²] et de son [importante] densité de population » (§ 68). Elle avalise donc l'argumentation maltaise selon laquelle fixer les points de tirs des feux d'artifice loin des zones densément peuplées implique nécessairement et corrélativement une certaine proximité avec d'autres zones, moins peuplées mais non inhabitées (§ 68). En d'autres termes, la Cour tient nécessairement compte du fait qu'exiger une plus grande distance de sécurité que celle déjà en vigueur (entre 150 à 200 mètres) reviendrait *de facto* à interdire nombre de feux d'artifices sur l'île de Malte. Certes, cette considération pratique ne suffit pas à elle seule. Les initiatives prises par les autorités maltaises pour encadrer cette activité et

assurer la sécurité des riverains (§ 69) sont aussi prises en considération par les juges européens ce qui signifie, *a contrario*, que l'absence de telles mesures aurait pu être la source d'un constat de violation. Dans la même fibre et toujours au crédit du gouvernement défendeur, la qualité du processus de décision (§ 70) ainsi que l'existence de voies de recours juridictionnels à même de contester lesdites décisions adoptées dans ce domaine (§ 71) sont perçues favorablement par la Cour. Cette dernière indique en effet que « *le processus de décision gouvernementale concernant des questions ayant un impact culturel, environnemental et économique [...] requiert nécessairement que des enquêtes et études appropriées soient menées afin de permettre [aux autorités] de parvenir à un juste équilibre entre les divers intérêts concurrents en jeu* » (§ 70 – “*governmental decision-making process concerning issues of cultural, environmental and economic impact such as in the present case must necessarily involve appropriate investigations and studies in order to allow them to strike a fair balance between the various conflicting interests at stake*”). Toujours selon la juridiction européenne, tel était donc le cas en l'espèce. Ce raisonnement ne conduit donc pas à annihiler totalement l'impératif de sécurité au profit des impératifs pratiques et économiques. Mais force est néanmoins de constater qu'il légitime une réduction notable du degré de protection (§ 68 – “*The Court, acknowledging that this might offer a lower degree of protection, notes that such a distance in principle still affords a certain degree of protection*”).

- 4 Le rejet de la requête – décidé à l'unanimité des juges strasbourgeois – est définitivement acquis (§ 73) par la grâce d'un ultime élément inséré dans l'équation contentieuse : « *nonobstant le fait que les précédents propriétaires ont informé [les requérants] [...] de la situation dont [ils] se plaignent maintenant, [ces derniers] ont [malgré tout] entrepris d'acquérir ces propriétés et d'y élire domicile* » (§ 72 – “*the applicants acquired the property while aware of the situation of which they are now complaining. Notwithstanding that the previous owners had informed them of their experience, the applicants proceeded to purchase the property and made it their home*”). Selon la Cour, la préexistence des nuisances et l'acquisition des propriétés en toute connaissance de cause sont susceptibles de constituer des « *facteur[s] de poids* » dans le cadre de la mise en balance entre les intérêts concurrents et ce, « *indépendamment du fait que [les intéressés] étaient légalement autorisés à vivre* » en ces lieux (§ 72 – “*this is a weighty factor in the relevant balancing exercise, irrespective of the fact that they were lawfully entitled to live there*” – v. aussi Cour EDH, Dec. 4^e Sect. 23 juin 2009, *Stanisław et Elżbieta Łącz c. Pologne*, Req. n° 22665/02). Une fois n'est pas coutume (*comp.* récemment Conseil constitutionnel, Décision n° 2011-191/194/195/196/197 QPC du 18 novembre 2011, *Mme Élise A. et autres [Garde à vue II]* – ADL du 22 novembre 2011), l'analyse strasbourgeoise s'avère ainsi en bonne congruence avec une récente décision du Conseil constitutionnel français. En avril 2011, les juges de la rue de Montpensier ont en effet validé – sous certaines conditions – l'exception légale à l'engagement de responsabilité pour trouble anormal de voisinage en raison de la préexistence dudit trouble (v. Conseil constitutionnel, Déc. n° 2011-116 QPC du 8 avril 2011, *M. Michel Z et autre* – ADL du 15 avril 2011).
- 5 En ayant à l'esprit plusieurs récents précédents européens, la solution strasbourgeoise de novembre 2011 pourrait – au premier regard – surprendre. Ceci est tout particulièrement le cas au sujet de la manière dont a ici été abordée la délicate et récurrente dialectique entre la protection des intérêts économiques d'une part, et la préservation de l'environnement d'autre part. En effet, par le passé, la Cour avait semblé assez peu encline à faire primer la première sur la seconde. Elle avait même affirmé que le maintien de l'activité économique dans une ville – fut-elle déjà sinistrée

sur le terrain de l'emploi – « ne saurait l'emporter sur le droit des personnes concernées à jouir d'un environnement équilibré et respectueux de la santé » (Cour EDH, 3^e Sect. 30 mars 2010, *Băcilă c. Roumanie*, Req. n° 19234/04, § 70-71 – ADL du 30 mars 2010). Pourtant, comparaison n'est pas ici raison car entre ces précédents et l'affaire de novembre 2001, les circonstances et enjeux différaient substantiellement. La jurisprudence strasbourgeoise a essentiellement donné des signes de fermeté lorsque les nuisances étaient d'une particulière gravité (de lourdes pollutions industrielles : v. Cour EDH, 5^e Sect. 10 février 2011, *Dubetska et autres c. Ukraine*, Req. n° 30499/03 – ADL du 12 février 2011 ; Cour EDH, 3^e Sect. 30 mars 2010, *Băcilă c. Roumanie*, Req. n° 19234/04 – ADL du 30 mars 2010 ; Cour EDH, 3^e Sect., 27 janvier 2009, *Tătar c. Roumanie*, Req. n° 67021/01 – ADL du 28 janvier 2009) ou, à défaut, fréquentes et récurrentes voire permanentes (nuisances sonores toutes les nuits de la semaine : Cour EDH, 1^e Sect. 20 mai 2010, *Oluić c. Croatie*, Req. n° 61260/08 – ADL du 22 mai 2010 ; nuisances olfactives dues à la présence d'une décharge dans le voisinage d'une prison : Cour EDH, 3^e Sect. 7 avril 2009, *Brândușe c. Roumanie*, Req. n° 6586/03 – ADL du 15 avril 2009). Sans mésestimer les désagréments supportés par les riverains maltais de ces tirs de feux d'artifices, il n'est guère contestable que ni leur impact, ni leur durée, ni même leur fréquence n'atteignent un niveau de nuisance comparable. Partant, il est douteux que l'on puisse percevoir cet arrêt de novembre 2011 comme le signe précurseur d'une inflexion jurisprudentielle plus générale qui ébranlerait l'importante construction prétorienne bâtie par la Cour européenne des droits de l'homme en matière de protection de l'environnement (v. la fiche thématique sur le sujet). Il est cependant crucial que les juges européens fassent preuve de vigilance et de prudence dans le maniement de cette mise en balance entre intérêts économiques et protection contre les nuisances. Indubitablement, il s'agit là d'un terrain pour le moins glissant et la conciliation entre ces deux impératifs potentiellement contradictoires peut se révéler – pour faire écho à la présente affaire – pour le moins explosive.

*

- 6 **Cour EDH, 4^e Sect. 22 novembre 2011, *Zammit Maempel c. Malte*, Req. n° 24202/10 (Communiqué de presse) – Uniquement en anglais**
- 7 Jurisprudence liée :
- 8 - Sur la protection contre les nuisances sonores et olfactives issues du voisinage : Cour EDH, 1^e Sect. 20 mai 2010, *Oluić c. Croatie*, Req. n° 61260/08 – ADL du 22 mai 2010 ; Cour EDH, 3^e Sect. 7 avril 2009, *Brândușe c. Roumanie*, Req. n° 6586/03 – ADL du 15 avril 2009.
- 9 - Sur l'impératif de protection des populations riveraines affectées par des activités industrielles polluantes : Cour EDH, 5^e Sect. 10 février 2011, *Dubetska et autres c. Ukraine*, Req. n° 30499/03 – ADL du 12 février 2011 ; Cour EDH, 3^e Sect. 30 mars 2010, *Băcilă c. Roumanie*, Req. n° 19234/04 – ADL du 30 mars 2010 ; Cour EDH, 3^e Sect., 27 janvier 2009, *Tătar c. Roumanie*, Req. n° 67021/01 – ADL du 28 janvier 2009.
- 10 - Sur l'impératif de protection de l'environnement en général : Cour EDH, 5^e Sect. 18 novembre 2010, *Consorts Richet et Le Ber c. France*, Req. n° 18990/07 et 23905/07 – ADL du 20 novembre 2010 ; Cour EDH, G.C. 28 septembre 2010, *Mangouras c. Espagne*, Req. n° 12050/04 – ADL du 28 septembre 2010 ; Cour EDH, Dec. 5^e Sect. 29 juin 2010, *Hubert Caron et autres c. France*, Req. n° 48629/08 – ADL du 3 août 2010 ; Cour EDH, G.C. 29 mars

2010, *Depalle c. France et Brosset-Triboulet et autres c. France*, Resp. Req. n° 34044/02 et 34078/02 – ADL du 30 mars 2010.

2°/- Avenir de la Cour européenne des droits de l'homme : Rapport parlementaire « *Garantir l'autorité et l'efficacité de la Convention européenne des droits de l'homme* »

- 11 La Commission des questions juridiques et des droits de l'homme de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté le 4 novembre 2011 un rapport intitulé « *Garantir l'autorité et l'efficacité de la Convention européenne des droits de l'homme* ». Sous la plume de Marie-Louise Bemelmans-Videc (Rapporteuse et membre néerlandaise de l'Assemblée Parlementaire), divers rappels de la situation actuelle de la Cour (pp. 5-8) ainsi que des pistes réformées initiées à Interlaken en 2010 (ADL du 23 février 2010) et à Izmir en 2011 (ADL du 1^{er} mai 2011 – pp. 8-10) sont réalisés. Parmi de multiples autres questions (l'autorité de la Convention et de la jurisprudence de la Cour – pp. 16-19 – ou le mécanisme d'avis consultatifs – p. 19), le problème récurrent de la gestion du flot de requêtes finalement irrecevables et/ou répétitives est à nouveau abordé. L'auteure du rapport se prononce en faveur d'une nouvelle instance de filtrage dans le cadre de laquelle serait « confi[é] à certains juristes chevronnés du greffe la tâche de rejeter, sous la supervision d'un juge, tout ou partie des affaires clairement irrecevables, qui n'exigent pas et ne méritent pas davantage l'attention soutenue d'un juge international » (p. 20 – v. Antoine Buyse, « Three New PACE Reports on the ECHR and the Court », in *ECHR Blog*, 21 novembre 2011. L'auteur signale également l'existence d'un rapport du 8 novembre 2011 – « Un Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme sur les minorités nationales » – ainsi qu'un rapport du 19 octobre 2011 – « Juges ad hoc à la Cour européenne des droits de l'homme : un aperçu »).
- 12 Le rôle des parlements nationaux comme acteurs à part entière du système conventionnel constitue également l'un des axes majeurs de ce rapport. Si cette dernière idée participe bien sûr d'un plaidoyer *pro domo* des parlementaires eux-mêmes, il n'en demeure pas moins qu'une telle piste de réflexion est loin d'être inopportune. En assumant une fonction de relais immédiat des solutions strasbourgeoises, les législateurs pourraient prévenir en amont les violations conventionnelles là où les juges nationaux – autres relais des exigences européennes – ne peuvent souvent que réprimer en aval ces violations une fois celles-ci concrétisées (p. 1 : « *Les parlements nationaux peuvent contribuer de manière essentielle à endiguer l'afflux de requêtes qui submerge la Cour, par exemple en vérifiant soigneusement que les projets de loi ou la législation soient compatibles avec les exigences de la Convention et en veillant à ce que les États se conforment rapidement et pleinement aux arrêts de la Cour* » – v. pp. 22-24). Autre insigne avantage de l'origine parlementaire du rapport, son style moins diplomatique permet de fustiger « le manque de volonté, pour ne pas dire la procrastination, dont certains États font preuve au sujet du respect des normes définies en matière de droits de l'homme par la Convention » (p. 5).
- 13 L'un des aspects les plus intéressants de ce rapport réside dans l'évocation de « la situation budgétaire difficile du Conseil de l'Europe » qui se répercute évidemment sur le budget de la Cour européenne des droits de l'homme (sur l'intégration du budget de la

Cour dans celui, plus large, du Conseil de l'Europe, v. ADL du 19 octobre 2011). Toujours sans fard, l'auteur du rapport juge cette situation « *tout simplement intenable, pour ne pas dire suicidaire* » (p. 10). Outre qu'est souligné le fait que « *la contribution versée par [certains petits] États ne suffit même pas à financer le coût de leur propre juge* », d'intéressantes comparaisons sont réalisées avec les « *dépenses des autres juridictions internationales ou organes et institutions régionaux* » (p. 10). Avec un « *budget de 58,96 millions EUR et [...] 630 agents* », la Cour européenne des droits de l'homme dispose de moyens inférieurs à... « *l'Office des publications de l'Union européenne* » (672 agents et un budget administratif de 90 millions d'euros). Tout aussi édifiante est la comparaison avec d'autres juridictions : pour un nombre considérablement plus important de requêtes et d'affaires traitées, la Cour reçoit une enveloppe budgétaire qui représente seulement le « *quart du budget de la Cour de justice de l'Union européenne en 2011, [...] moins d'un tiers du budget du TPIY en 2011 et [...] environ la moitié du budget de la CPI en 2010* » (p. 11). De façon également intéressante, le rapport parlementaire met en lumière ce qui fut un effet pervers de l'augmentation du budget de la Cour : « *chaque fois que le budget de la Cour a augmenté par le passé [...], les fonds ont été transférés du budget des programmes d'activités du Conseil de l'Europe à celui de la Cour, amputant et compromettant ainsi gravement l'impact des autres activités du Conseil* » (p. 11).

- 14 Il est évident que les moyens financiers ne peuvent – et ne doivent – pas être l'*alpha* et l'*omega* de la lutte contre le flot contentieux croissant qui continue de submerger la Cour européenne des droits de l'homme (v. les bilans annuels successifs : ADL du 27 janvier 2011 ; ADL du 29 janvier 2010 ; ADL du 29 janvier 2009). Mais à l'évidence, cette donnée budgétaire n'est même pas à l'ordre du jour : bien au contraire, les différentes réformes de la Cour ont consciencieusement esquivé cette piste de solution puisque « *ni la Déclaration d'Interlaken, ni la Déclaration d'Izmir ne comporte la moindre allusion à ces importantes questions* » (p. 12 : « *Au lieu de s'attacher avant tout à renforcer d'urgence cette situation budgétaire comparativement fragile, le Comité des Ministres ne semble pas s'en inquiéter outre mesure. Il est donc indispensable que l'Assemblée, en sa qualité d'autre principal organe statutaire du Conseil de l'Europe, prenne fermement position sur ce point* »). Dans un contexte de crise économique doublé – de la part de certains États (v. *infra* 2°) – d'une certaine défiance envers la Cour européenne des droits de l'homme, une telle réticence à augmenter le budget strasbourgeois ne saurait surprendre. Néanmoins, ignorer la dimension financière des défis qui hypothèquent l'avenir de la juridiction sise au Palais des Droits de l'Homme revient à se priver – sciemment ou non, d'ailleurs – d'une chance sérieuse de les surmonter.

*

- 15 **Commission des questions juridiques et des droits de l'homme de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, 4 novembre 2011, Rapport « Garantir l'autorité et l'efficacité de la Convention européenne des droits de l'homme »**

3°/- Relations entre la Cour européenne des droits de l'homme et le Royaume-Uni : Article du Président Bratza « *The relationship between the UK courts and Strasbourg* »

16 L'avenir de la Cour européenne des droits de l'homme ne cesse d'être au centre de l'attention. A ce sujet, divers travaux se succèdent actuellement au sein des institutions du Conseil de l'Europe (v. ainsi une réunion de la Commission permanente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Edimbourg le vendredi 25 novembre 2011 ; v. aussi le site de la présidence du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe par le Royaume-Uni qui mentionne l'« *accent particulier [qui sera] mis sur la réforme de la Cour européenne des droits de l'homme et le renforcement de la mise en œuvre de la Convention européenne des droits de l'homme* »). Dans ce contexte, les tensions entre le Royaume-Uni et la Cour ne semblent pourtant pas être pleinement retombées (v. Martine Jacot, « La Cour européenne des droits de l'homme menacée », in *Le Monde*, 30 et 31 octobre 2011) et ce, malgré le « *passage à l'heure anglaise* » (ADL du 10 septembre 2011) au début de ce mois – i.e. la présidence semestrielle du Comité des Ministres assumée par le Royaume-Uni et l'entrée en fonction du juge britannique Sir Nicolas Bratza en tant que Président de la Cour européenne des droits de l'homme (ADL du 6 novembre 2011).

17 Fort à propos, un intéressant article rédigé par ce dernier et consacré essentiellement à cette tension strasbourgeo-britannique a été récemment publié (Nicolas Bratza, « *The relationship between the UK courts and Strasbourg* », in *European Human Rights Law Review*, novembre 2011, N° 5, pp. 505-512 – N.B. : ce texte est la version écrite d'une intervention initialement prononcée lors d'un séminaire à Édimbourg en mars 2011). En guise d'exorde, le nouveau Président n'hésite pas à se livrer à une très vive réfutation des « *critiques [contre la Cour] qui [lui] semblent souvent injustes et mal-informées* » : « *l'hystérie des critiques au vitriol – et je regrette de le dire, xénophobes – contre les juges de ma Cour est sans précédent [...]. Nous sommes habitués, à la Cour, aux critiques de gouvernements qui pensent que nous sommes allés trop loin, de requérants malheureux et d'ONG qui pensent que nous ne sommes pas allés assez loin, et de certains types de médias qui ne manquent aucune opportunité d'attaquer la Cour, souvent en des termes immodérés et erronés. Mais l'ampleur et la tonalité des critiques actuelles visant directement la Cour, et le système conventionnel dans son ensemble, par la presse, par des membres du Parlement de Westminster et par des ministres du gouvernement [britannique] a suscité un désarroi et une rancœur compréhensibles parmi les juges à Strasbourg* » (pp. 505-506 : « *The vitriolic--and I am afraid to say, xenophobic--fury directed against the judges of my Court is unprecedented in my experience, as someone who has been involved with the Convention system for over 40 years. We are, as a Court, not unused to criticism by Governments who think we have gone too far, by unsuccessful applicants and by NGOs who think we have not gone far enough, and by certain sections of the media that miss no opportunity to attack the Court, often in intemperate and inaccurate terms. But the scale and tone of the current hostility directed towards the Court, and the Convention system as a whole, by the press, by members of the Westminster Parliament and by senior members of the Government has created understandable dismay and resentment among the judges in Strasbourg* »).

- 18 La suite de l'article se veut plus consensuelle et pédagogique – en particulier à destination des lecteurs britanniques – afin de désamorcer ces diverses critiques, (pour un excellent résumé, v. Adam Wagner, « Bratza bites back » [que l'on peut traduire plaisamment par « Bratza a du mordant »], in *UK Human Rights Blog*, 25 novembre 2011). En particulier, le Président Bratza tâche de mettre en exergue combien sont rares – à proportion du nombre de requêtes déposées à Strasbourg contre le Royaume-Uni – les arrêts rendus au fond (en 2010, seulement 3 % des requêtes) et plus encore, parmi eux, les constats de violation (pp. 506-508). Il qualifie également d'« injustes » les critiques selon laquelle la Cour se comporterait comme une juridiction de quatrième instance qui serait insuffisamment respectueuse du principe de subsidiarité, de la marge nationale d'appréciation ainsi que des traditions nationales (pp. 508-510). Aux fins d'illustrer son propos, il juge opportun d'évoquer l'affaire *Salduz c. Turquie* (Cour EDH, G.C. 27 novembre 2008, *Salduz c. Turquie*, Req. n° 36391/02 – ADL du 28 novembre 2008) puisqu'à cette occasion, il avait présidé la Grande Chambre. Fermement, le Président Bratza affirme qu'il s'agissait « d'un arrêt qui constituait un développement prévisible de la plus récente jurisprudence de la Cour [...], cohérent avec les standards contemporains de protection procédurale des personnes mises en cause pénalement [...] et] soutenu par la pratique [judiciaire] au sein d'un nombre significatif d'États parties » (pp. 510 – “it was a judgment which was a foreseeable development of the Court's more recent case-law; it was a judgment which was consistent with contemporary standards in the procedural protection of those suspected of a criminal offence; and it was a judgment supported by the practice in a substantial number of Member States”). A l'heure où le droit à l'assistance d'un avocat est encore la source d'importants contentieux en France (v. Conseil constitutionnel, Décision n° 2011-191/194/195/196/197 QPC du 18 novembre 2011, *Mme Élise A. et autres [Garde à vue II]* – ADL du 22 novembre 2011), de tels propos ne peuvent évidemment manquer de résonner singulièrement de ce côté-ci de la Manche.
- 19 Enfin, dans une perspective constructive d'autant plus intéressante qu'elle émane de celui préside désormais aux destinées de la juridiction européenne, l'auteur appelle de ses vœux « une plus grande harmonie entre le processus de décision de la Cour de Strasbourg et celui des juridictions nationales » afin « d'éviter ce qui a pu apparaître de temps en temps comme un sentiment de défiance d'une juridiction envers une autre » (p. 510 – “this opinion is an opportunity to reflect on how to ensure greater harmony between the decision-making of the Strasbourg Court and that of the national courts and to avoid what appears to have been from time to time a feeling of mistrust by one court of the other”). En ce sens, et toujours selon le Président Bratza, il importe donc placer cette relation juridictionnelle sous le sceau – classique – du dialogue mutuel sous diverses formes (pp. 511-512). Plus spécifiquement, Nicolas Bratza souhaite : Premièrement, que la Cour puisse mieux anticiper et apprécier l'impact de ses solutions dans le droit interne de l'État défendeur mais aussi dans l'ensemble de l'espace européen ; Deuxièmement, que la Cour soit plus prudente et explicite dans la mise en balance de droits conventionnels concurrents ; Troisièmement, et enfin, que la jurisprudence strasbourgeoise, même évolutive, soit plus stable et que la Cour tâche au mieux d'en maintenir la cohérence (p. 510).
- 20 Un ton à la fois ferme dans la défense du système conventionnel et ouvert pour ce qui est de son fonctionnement, le tout dans un souci de collaboration avec les autorités et juridictions nationales. Espérons que c'est également sous de tels auspices que sera placée la présidence de Nicolas Bratza.

*

- 21 **Nicolas Bratza, « The relationship between the UK courts and Strasbourg », in *European Human Rights Law Review*, 2011, N° 5, pp. 505-512.**